



ENTRETIEN

Coorganisé par les milliardaires Stérin et Bolloré, le « sommet des libertés » a rassemblé les ténors de l'extrême droite à Paris, mardi 24 juin.

« Avec Périclès, Stérin défend ses intérêts »

Dans la *Finance autoritaire*, le livre qu'il a coécrit avec Marlène Benquet en 2021 (1), Théo Bourgeron démontre, à rebours des récits sur une insurrection des classes populaires, la mobilisation bien plus déterminante des patrons des hedge funds et des fonds de capital-investissement dans la victoire du Brexit au Royaume-Uni. Un travail qu'il poursuit désormais en France, où des secteurs économiques puissants cherchent, de toute évidence mais encore largement sous les radars, à bâtir un nouveau régime politique, à la fois libertarien, réactionnaire et autoritaire. Soit exactement le projet exprimé – bien maladroitement (lire notre encadré page 8) – lors du « sommet des libertés » coorganisé par les galaxies Bolloré et Stérin, le 24 juin, au Casino de Paris.

Il y a eu le Brexit, mais aussi Trump, Bolsonaro, Milei, Orban et d'autres... En France, Pierre-Édouard Stérin, à la tête du fonds d'investissement Otium Capital, est-il, avec son plan Périclès visant à faire gagner une union des droites extrêmes, l'un des noms d'un mouvement plus large ?
Pierre-Édouard Stérin participe à ce qu'Aurélien Mondon et Aaron Winter appellent la « mainstreamisation des

FINANCE AUTORITAIRE Le sociologue Théo Bourgeron analyse les motivations économiques d'acteurs qui, comme le milliardaire exilé fiscal, déploient des moyens considérables pour faire gagner les partis réactionnaires.

politiques réactionnaires », à savoir tout le travail d'organisation et de promotion de l'extrême droite par des acteurs économiques, médiatiques et politiques dans nos sociétés démocratiques. Les enquêtes journalistiques permettent aujourd'hui de dévoiler les acteurs économiques qui soutiennent l'extrême droite, et c'est très précieux. Le problème, que l'on perçoit en France dans le discours autour de Stérin ou Bolloré, mais aussi dans d'autres pays, c'est que ces mouvements réactionnaires sont souvent présentés sous un angle culturel, avec une euphémisation des intérêts économiques des grandes fortunes qui soutiennent ces options politiques. Cet aveuglement va de pair avec celui existant dans le champ des

études sur l'extrême droite qui se penchent trop peu sur ces mécanismes...

Quelle part occupent les intérêts matériels, souvent camouflés derrière la « bataille idéologique », dans ces engagements pour l'extrême droite ?

Les motivations économiques sont de deux types. Les premières ont trait à une forme d'arrangement institutionnel, soit toute l'infrastructure juridico-administrative qui alimente tel ou tel secteur en profits : dans le cas de la finance alternative – mais cela vaut aussi pour la tech « souveraine » ou l'énergie privatisée –, il s'agit de transformer la régulation de l'État au profit des fonds ■■■

■ d'investissement, au détriment des banques ou des assurances. Par exemple, quand le Rassemblement national prévoit, dans son programme, la création d'un fonds souverain de 500 milliards d'euros pour investir dans les PME, le parti promet de détourner les supports d'épargne des acteurs bancaires traditionnels et de les fléchir vers les fonds d'investissement. C'est quand même très intéressant pour Stérin dont c'est le business ! Le second type de motivations économiques porte sur le régime politique d'accumulation, et là, il s'agit de substituer au néolibéralisme une forme de libertarianisme autoritaire qui leur permettrait d'avoir complètement la main à l'échelle nationale... Il faut comprendre que nous vivons dans un régime politique – un État de droit avec des contre-pouvoirs et des lois sur la presse, etc. – dont les caractéristiques restreignent l'étendue des changements que tel ou tel acteur économique peut obtenir et, partant, leur capacité à accumuler toujours plus.

Le sens du plan Périclès est donc le suivant : comme les think tanks britanniques à l'origine du Brexit continuent de le faire avec Nigel Farage et son parti d'extrême droite Reform UK, il s'agit d'opérer une révolution conservatrice et un changement de régime politique en profondeur afin qu'il devienne plus favorable encore à Stérin, ainsi qu'à la coalition à laquelle il appartient, au-delà du système financier.

Existe-t-il une internationale dans laquelle ces Français seraient en train de se faire une place ?

Les mêmes secteurs économiques soutiennent les mêmes options dans des pays différents, et c'est encore plus net dans un secteur très agressif comme la finance alternative. On ne peut pas écarter l'hypothèse que ça soit indépendant à chaque fois, mais il y a tout de même une organisation internationale. À chaque rencontre des dirigeants des partis d'extrême droite, des acteurs comme le réseau Atlas, le Cato Institute ou la Heritage Foundation sont présents. D'ailleurs, ces relations transnationales ne sont pas nouvelles. Regardez le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau : il a fait ses armes au Puy-du-Fou (Vendée) avec Philippe de Villiers. Or, Philippe de Villiers était un compagnon de route historique de Jimmy Goldsmith, le milliardaire britannique à l'origine du premier parti pro-Brexit, violemment anticomuniste et très autoritaire. Dans les années 1970, Goldsmith avait, avec son club, le Clermont Set, réfléchi à organiser



THÉO BOURGERON
Sociologue,
université
d'Édimbourg
(Royaume-Uni)

un putsch au Royaume-Uni contre le gouvernement travailliste de l'époque. Comme quoi, ce lien entre un certain catholicisme tradi français et la dérégulation libérale avec des élans autoritaires ne date pas d'hier...

Des figures de la mouvance libérale en France dénoncent le « hold-up » sur leur doctrine opérée par Bolloré et plus encore par Stérin. Qu'en pensez-vous ?

Il faut se garder d'une vision un peu idyllique de la pensée libérale. À travers la notion de « postnéolibéralisme », de nombreux chercheurs tentent aujourd'hui de montrer les ruptures et les continuités avec la période néolibérale qui s'achève. Quand on relit les textes de Friedrich Hayek ou de Milton Friedman, on constate que le néolibéralisme était dès le départ fondé sur une vision du monde réactionnaire. La chercheuse franco-britannique Carla Ibled pointe, par exemple, l'importance de la cruauté dans la pensée de Hayek, avec une volonté quasi eugéniste de faire souffrir les faibles et d'éliminer par le marché les individus en situation de handicap. Bien entendu, on trouvera des discontinuités dans les institutions représentant le néolibéralisme entre Reagan ou Thatcher, d'un côté, et Trump, de l'autre. Mais au fond, quand on met l'accent sur le racisme, le sexisme et l'autoritarisme, tous ces éléments se trouvent dès l'origine chez Hayek, puis sont accentués par certains de ses disciples...

SOMMET DES LIBERTÉS FUSION DES DROITES, LE « GRAND SOIR » ATTENDRA

Organisé par les milliardaires Vincent Bolloré (JDD) et Pierre-Édouard Stérin (Périclès), dans les murs du Casino de Paris, propriété du premier nommé, le sommet dit « des libertés » aura attiré, mardi soir, « 1300 personnes », selon les organisateurs, dont plusieurs ténors de l'extrême droite (Jordan Bardella, Éric Ciotti, Marion Maréchal ou Sarah Knafo), mais sans réaliser la fusion attendue

de toutes les droites, ni donner lieu à la photo de famille espérée. Côté LR, seuls deux députés (Anne-Laure Blin et Philippe Juvin) ont fait le déplacement, jouant les utilités, quand le nouveau champion de ce camp, Bruno Retailleau, était absent. Ce qui n'a pas empêché les différents orateurs de multiplier les déclarations outrancières. On a entendu Luc Ferry déblatérer

sur le « wokisme, armée secrète de l'islamisme », Renaud Dutreil, ex-ministre recasé chez LVMH, dénoncer le « rouleau compresseur de l'égalité », ou la figure des cryptomonnaies en France, Pierre Noizat, appeler à une dérégulation totale du secteur financier. Un bien beau programme pour 2027...

Lire le récit complet de cette soirée sur humanite.fr

Ce n'est pas une rupture si nette, alors, mais une forme de radicalisation, selon vous ?

Comme le montre Quinn Slobodian dans son dernier livre, *Hayek's Bastards* (« les bâtards de Hayek », paru en avril aux États-Unis et non traduit), il y a plusieurs branches dans ce courant, et celle qui triomphe aujourd'hui, c'est sans doute la plus radicale, effectivement... Il ne faut pas oublier que les idées sont là pour servir des intérêts économiques. Dans la période actuelle, il n'y a pas forcément de cohérence idéologique dans l'assemblage qui va être mis en œuvre politiquement. Mais, à un moment donné, insister sur des clivages raciaux ou de genre, utiliser la religion comme moyen pour soutenir des politiques colonialistes ou génocidaires – à Gaza, par exemple –, cela va permettre de rendre acceptable un nouveau régime politique d'accumulation. Le libertarianisme économique requiert un autoritarisme social et politique. Les deux vont de pair : ces acteurs du patronat savent qu'ils n'obtiendront pas forcément de nouveaux cycles de dérégulation sans autoritarisme sur le plan politique, avec la répression des mouvements sociaux ou environnementaux, le renforcement des inégalités de genre, etc. Les conservateurs se radicalisent aussi pour répondre aux demandes de la coalition de milieux d'affaires qui les soutiennent. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR THOMAS LEMAHIEU

(1) *La Finance autoritaire, vers la fin du néolibéralisme*, de Marlène Benquet et Théo Bourgeron, éditions Raisons d'agir, 2021.



« Nettoyer la banlieue au Kärcher ! » La formule de 2005 du ministre de l'Intérieur et aspirant président de la

République Sarkozy est restée dans les mémoires. Vingt ans plus tard, lois après lois, sorties médiatiques après sorties médiatiques, la France subit une surenchère des politiques sécuritaires. Wauquiez, Retailleau, Le Pen, Bardella, Zemmour... Il y a comme un embouteillage à l'extrême droite de l'échiquier politique. Et, dans le même temps, le sentiment d'insécurité des Français ne cesse de prendre de l'ampleur. Un sondage de l'Ifop sur les municipales pour *l'Inspiration politique* révèle ainsi que la sécurité des personnes et des biens sera la première préoccupation lors du scrutin de mars 2026 pour 79 % des sondés. Et pourtant, notre pays n'a jamais autant été vidéoprotégé et n'a jamais eu autant de policiers municipaux.

La politique du Kärcher est avant tout une formule nauséabonde pour flatter les peurs et, in fine, un échec retentissant du tout-sécuritaire. Le Kärcher a été utilisé pour décaper le pacte républicain et la valeur de fraternité mais aussi

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,
ÉLU « MEILLEUR MAIRE
DU MONDE » EN 2021



La politique du Kärcher

pour désorganiser la police avec 10 000 postes supprimés sur l'autel du dézingage des services publics afin de plaire à Bruxelles. Le Kärcher a nettoyé la France de sa police de proximité, de nombre de ses officiers de police judiciaire et de son continuum sécurité-prévention-justice. Il a aussi donné le ton d'un débat public fait

de formules à l'emporte-pièce. « Organiser un match de rugby pour les jeunes du quartier, c'est bien, mais ce n'est pas la mission première de la police. La mission première de la police ? L'investigation, l'interpellation, la lutte contre la délinquance », déclara aussi l'ancien maire de Neuilly-sur-Seine. Il faut surtout rappeler que la police n'est pas là pour être montée contre un peuple qu'elle est censée servir. Pire, chaque ministre de l'Intérieur s'est imaginé un jour président de la République avec son ministère comme tremplin.

Les 18 et 19 juin derniers, l'actuel ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a ainsi mobilisé dans les gares 4 000 policiers et gendarmes pour rafler des sans-papiers, à l'heure où ils rentrent du travail pour faire tenir debout le pays. Une opération policière digne des États-Unis de Donald Trump. Aujourd'hui, on cible les invisibles. Demain, ce seront les binationaux. Après-demain, tous les enfants d'immigrés. Ce sont, au final, nos libertés à toutes et tous qui sont menacées. Au risque que notre pays y perde son âme... ■

Plus qu'une intégration, c'est une assimilation. À l'extrême droite, Éric Ciotti est chez lui. Quelques semaines après la parution de son livre, *Je ne regrette rien*, chez Fayard, propriété de Vincent Bolloré, dans lequel il revient sur son alliance avec le Rassemblement national (RN) lors des dernières législatives, le fondateur de l'Union des droites pour la République (UDR) a sorti la brosse à reluire pour Marine Le Pen à l'occasion de la niche parlementaire de son groupe, ce jeudi 26 juin.

Les textes que les députés ciottistes présenteront à l'Assemblée nationale suivent les obsessions de l'extrême droite : dénoncer les accords avec l'Algérie, faire payer des « frais d'incarcération » aux prisonniers, mettre en place une politique nataliste et des peines planchers... Une en particulier retient l'attention : celle « *supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire* ». Avec l'objectif, donc, de sauver la tête de la patronne, qui en a écopé le 31 mars dernier, la rendant inéligible pour 2027, en attendant l'appel.

Une sorte d'allégeance d'Éric Ciotti envers son nouveau camp. Depuis sa rupture rocambolesque avec « Les Républicains », le député entretient avec Marine Le Pen et Jordan Bardella une relation chaleureuse dans laquelle chacun se retrouve. L'ex-président de LR a sauvé son poste de député et vise la mairie de Nice (Alpes-Maritimes). Quant au RN, il possède désormais une autre force politique à son service, pour relayer ses propres idées et poursuivre sa normalisation.

LES MACRONISTES PARLENT DE VOTER CERTAINS TEXTES

« Stratégiquement, cette alliance est utile au RN, analyse Bruno Cautrès, politologue au Cevipof. Les enquêtes d'opinion montrent que l'image du parti ne cesse de s'améliorer mais il reste perçu comme isolé. Or, cela lui pose problème dans son objectif d'être vu comme un parti de gouvernement. » Alors qu'il y a cinq ans le RN était le seul véritable parti d'extrême droite en France, avec lequel LR prenait encore ses distances, il a, depuis, été rejoint dans cet espace par Reconquête et l'UDR, tout en restant hégémonique.

Cette journée d'initiative parlementaire est ainsi l'occasion pour les troupes de Marine Le Pen de sortir un peu plus d'un isolement devenu très relatif. L'UDR pourrait y faire adopter des propositions de loi, ce en quoi le RN a toujours échoué jusqu'ici.

Les macronistes, qui ont consigné de ne pas voter les textes lepénistes lors des niches, ont consacré plusieurs réunions, ces derniers jours, à cette question. Ils semblent prêts à franchir le pas. En commission, trois propositions de loi ont été adoptées. Ce jeudi en séance publique, si l'opération de sauvetage judiciaire de Marine Le Pen n'a a priori aucune chance d'aboutir, la majorité du « socle commun » serait favorable au texte interdisant



Éric Ciotti (UDR) et Sarah Knafo (Reconquête), lors du « sommet des libertés », grand raout de l'extrême droite, à Paris, le 24 juin.

aux personnes visées par une obligation de quitter le territoire (OQTF) de se marier en France.

« SI LE PEN LE NOMMAIT À BERCY, ÇA CHANGERAIT BEAUCOUP DE CHOSES »

Cela offrirait une victoire par ricochet au RN dans son objectif d'apparaître comme « prêts à gouverner ». Une quête qui obsède le parti depuis 2022, ce qui l'a poussé à entamer une grande opération séduction des milieux d'affaires. Dans ce contexte, la prise de guerre ciottiste est un gage.

Fascinés par le président argentin Javier Milei, le Niçois et son parti cherchent à copier son

Repli identitaire et ultralibéralisme : la recette du président argentin Javier Milei fascine.

cocktail de repli identitaire et d'ultralibéralisme. L'UDR plaide pour la retraite à 65 ans, la fin des 35 heures, les accords de libre-échange, une coupe de 220 milliards d'euros dans les dépenses publiques et de 250 000 postes de fonctionnaires, ou encore l'instauration d'un taux unique pour l'impôt sur le revenu, entre 5 et 15 %. Un paradis pour le Medef, dont l'ancien président Pierre Gattaz était, en avril, « l'invité d'honneur » d'une soirée de présentation du programme fiscal de l'UDR.

« Le ralliement d'Éric Ciotti est, pour nous, un très bon signal, confie un industriel français, habitué des rencontres d'Ethic, organisation patronale dirigée

par Sophie de Menthon qui auditionne régulièrement des personnalités politiques. Depuis plusieurs mois, le RN va dans le bon sens pour rassurer le milieu. Nous n'y sommes pas encore, son programme reste empreint de stigmates socialistes (sic) mais l'influence de Ciotti est séduisante. Si Le Pen annonçait qu'elle le nommerait à Bercy, ça changerait beaucoup de choses. »

Les dirigeants du Rassemblement national le savent. Ce n'est pas un hasard si, en juin 2024, en pleine campagne des législatives, Jordan Bardella s'est rendu à l'audition du Medef avec un « invité surprise » : Éric Ciotti. « Beaucoup de patrons se disent prêts à franchir le pas si Marine Le Pen fédère une union des droites autour d'elle », ajoute notre interlocuteur. ■

FLORENT LE DU